

royaliste université

Numéro 30
supplément à
«Royaliste» 412
prix : 5 F
octobre-novembre 1984

Au sommaire : Action royaliste (page 2) - Querelle scolaire (pages 2, 3, 4 et 5) - Affiche détachable (pages 6 et 7) - Heurs et malheurs de la rentrée (page 8) - Nos voisins italiens (pages 9 et 10) - Humeur visqueuse (page 11) - Questionnaire (pages 11 et 12).

Journal de tous les jeunes royalistes !

N'ATTENDEZ PAS ! LISEZ «R.U.» A LA PLAGE !

REMPLISSEZ VITE
LE QUESTIONNAIRE
DE RENTRÉE



BONJOUR LES DÉGATS

C'est la rentrée, pas pour le ministre de l'éducation que nous avons laissé en juin après le bac ou les examens. Il est vrai qu'Alain Savary avait réussi à faire l'unanimité contre lui : étudiants et mandarins ensemble dans la rue au printemps 83 pour protester contre une réforme de l'enseignement supérieur navrante, catholiques et laïques alternativement ou cumulativement selon que les propositions concernant le statut de l'école libre étaient dévoilées. Les socialistes parlaient de «sensibiliser l'opinion à leurs actions». Voilà qui fut pleinement réussi!

Savary parti, une nouvelle chance est offerte au néo-ministre de notre pauvre éducation : Jean-Pierre Chevènement.

D'abord liquider définitivement une «querelle scolaire» bien imprudemment réanimée. Cela semble en bonne voie. Et puis, surtout, s'attaquer à la question fondamentale pour le pays et ses générations futures, la question

de l'enseignement. Anciens ou modernes, réformes ou pas réformes? Le ministre trouvera certainement des sources d'inspiration dans les nombreux livres récemment parus sur le sujet. Mais il n'a plus droit à l'erreur. Les parents sont déconcertés, les enseignants s'interrogent et doutent, des phénomènes de violence se développent dans certains établissements, les jeunes décrochent ou subissent leurs cours comme des machines à apprendre sans âme. Deux ministres de l'éducation pour un septennat, cela peut encore aller. Mais trois...

Antony SPANO

De bons résultats

Après le farniente, l'action, après les vacances, la rentrée. Et que fait-on à chaque rentrée ? Toute juste... un bilan

Des activités nombreuses et variées de l'année passée, nous ne pouvons que tirer satisfaction.

Ce fut tout d'abord notre présence lors des différentes élections universitaires de 1983. Même s'ils n'ont pas tous posé leur candidature, nos militants ont su se manifester selon leurs moyens et faire partager leurs convictions.

Ce fut aussi toute l'année durant, notre affirmation croissante sur le terrain politique. Un travail constant qui a d'ailleurs suscité un regain d'intérêt parmi les jeunes (même non royalistes) : la légère progression des abonnements à «Royaliste-Université» et le succès de notre session jeunes d'Ay-Champagne viennent en témoigner.

Cette session restera d'ailleurs longtemps dans les esprits. Elle a en effet réuni de nombreux participants, et qui plus est, des personnes intéressées; et elle a permis d'évoquer de nombreux sujets d'importance (cf. le rapport paru dans notre dernier numéro d'été). Le tout dans une bonne ambiance, ce qui est une des caractéristiques de ces réunions annuelles.

UNE NOUVELLE SITUATION

Le mouvement jeune a du faire face à un évènement cruel et inévitable : le départ de notre président sous les drapeaux ! En attendant la quille, une profonde réorganisation a été opérée. Le collectif antérieur cède la place à un Collège de coordination nationale à la tête duquel différentes personnes seront chargées; qui de la presse, qui des relations publiques, qui de la trésorerie et qui de l'action. Ceci afin de mieux définir les tâches de chacun, partager le travail et canaliser les énergies.

LES PERSPECTIVES

Car les tâches sont nombreuses, le travail nécessaire et l'énergie bienvenue :

- il s'agit tout d'abord de poursuivre notre réflexion dans les domaines qui nous concernent, jeunes d'aujourd'hui.

Ce sera, selon la tradition, les problèmes de l'école (avec une nouvelle politique ministérielle) et de l'université (avec l'entrée en vigueur de la loi Svary sur le supérieur).

Mais ce sera aussi l'entrée dans le monde du travail, et la vie quotidienne de ceux qui ont «sauté le pas»; vos expériences nous seront d'ailleurs fort utiles, n'hésitez pas à nous en faire part en venant nous voir ou en nous écrivant.

Ce sera enfin beaucoup d'autres sujets, tant politiques qu'économiques ou professionnels.

QUERELLE SCOLAIRE...

Un immense ouf de soulagement retentit des chaumières françaises, ça y est les têtes blondes (12.316.700) rentrent et les profs vont décharger les parents du souci de savoir ces chers petits sans vrais emplois du temps leur garantissant une saine occupation de leur cerveau.

Hélas! pour un certain nombre de parents, cette année, il y a relativement peu de chances de retourner dans les rues pour se ressentir jeunes étudiants frondeurs. La faute en revient à M. CHEVENEMENT qui s'est tout simplement contenté de faire des propositions «simples et pratiques» à un conflit plus politique qu'axé sur les vrais problèmes de notre formation. D'ailleurs nous-a-t-on demandé ce que nous en pensions?

UNE RATIOCINATION DECOURAGEANTE

Depuis trois ans et demi nous subissons cette polémique pour casuiste de pacotille. Bien sûr, toute querelle trouve son origine dans une aporie désastreuse, ici celle d'un «grand service public et unifié et laïque d'éducation nationale sans spoliation ni monopole» proclamé par un candidat démagogue nourrit d'idéalisme: F. MITTERRAND en ce 15 mars 1982. La porte était dès lors entrouverte et les laïques de tout poil en profitèrent, eux qui voulaient «la nationalisation laïque de l'enseignement» (S.N.I) Tout était en place et la «comédie» commença le 24 avril 1982: les parents du privé engagèrent l'un des plus inutiles marathons

- Notre seconde ambition est de faire mieux connaître encore notre existence, nos prises de position et nos convictions royalistes. Mais ceci ne peut être fait d'un coup de baguette magique; il faudra agir, chacun de son côté, mais en commun le plus souvent possible, pour bousculer un peu le doux conformisme intellectuel dans lequel baigne notre époque.

- Pour ce faire, un seul moyen : relancer l'activité militante. «Royaliste-Université» s'y emploie déjà et continuera de le faire. Venez nous épauler en participant aux conseils de rédaction ou en nous envoyant des articles sur votre centres d'intérêts. A ce jour aussi, les ventes de journaux à la criée ont repris à Paris (avec un succès jamais vu, et pour tout dire inexplicable, depuis de nombreuses années) et en Province. Elles sont une des meilleures façons de toucher un public nouveau et vous pouvez vous y joindre ou en organiser vous-même (Contactez-nous pour en connaître les modalités).

De nombreux collages d'affiches sont prévus, dans la rue, dans les facs ou sur les

lieux de travail, ainsi que des réunions, conférences ou distribution de tracts.

Retenez dès aujourd'hui qu'une réunion de présentation de la Nouvelle Action Royaliste, animée par Bertrand Renouvin, se tiendra dans les locaux du mouvement (17, rue des Petits-Champs 75001 Paris) le samedi 1er décembre de 15 h à 17 h 30. Nous vous engageons à venir nombreux, amenez vos amis intéressés.

En résumé, il s'agit que les jeunes soient le plus présent possible sur le terrain, afin de ne pas laisser les autres, ignorants, technocrates ou doctrinaires, décider à notre place de notre avenir.

- à tous ceux qui refusent de se laisser embrigader par des partis aux logiques et aux idéologies vaines et destructrices;

- à tous ceux qui déplorent le sort réservé à notre génération;

- à tous ceux qui rejettent la passivité et veulent s'exprimer librement.

Les jeunes de la Nouvelle Action Royaliste disent : «Venez et parlons, venez et agissons ensemble !»

...ENFIN FINI ? OUF!

que nous connaissons, LUSTIGER à leur tête, essayant de canaliser le tout. MAUROY en hagiographe confirmé se prêta, le 9 mai, à une « messe » de réponse vouée à FERRY avec des forcenés d'une laïcité à jamais perdue. SAVARY quant à lui présente un premier texte le 20 décembre souhaitant « une mise en oeuvre progressive à partir de la rentrée 83 dans la perspective d'une réduction sans heurt du dualisme scolaire », le pauvre, il déclenchait ainsi une « guerre » dont on se serait bien passé!!

Naturellement en janvier 83, l'enseignement catholique refuse un texte qui « conduisant à la main-mise de la puissance publique » est inacceptable. SAVARY devant ce refus fait une proposition affirmant « la liberté de l'enseignement », mais si le clan privé accepte de négocier, les laïques face à ce projet qu'ils jugent « consacrant le dualisme scolaire » rejettent tout dialogue. Et donc ils descendent dans la rue durant le mois de novembre à trois reprises (YSSINGEAUX, NANTES, ARPAJON)

SAVARY, si implanté dans son tunnel, propose le principe de titularisation volontaire dont la mise en oeuvre est repoussée de six ans; jouait-il sur une amnésie des pouvoirs publics ou sur une prorogation continuelle de ces six ans ?

En janvier-mars 84 le privé retourne battre le pavé à BORDEAU (le 22 janvier), à LYON (le 29), à RENNES (le 18 février), à LILLE (le 25) et à VERSAILLES (le 4 mars). SA-

VARY imperturbable annonce le 18 avril un projet de loi sur ces propositions! Le C.N.A.L sent le moment propice pour 94 manifestations, pas moins, dans toute la FRANCE. Le 29 avril c'est l'impasse, le privé refuse tout en bloc, il se sait en position de force. Et le 21 mai, c'est le choc, l'incompétence des députés du P.S s'illustre en arrachant inextrémis des amendements irréalistes. Le 5 juin Mgr LUSTIGER, en bon chrétien, s'insurge devant le « manquement à la parole donnée », ne lui a-t-on pas parlé de la politique républicaine des partis? Puis le 24 juin c'est le clou, un million de personnes représentant la plupart de la gent française se réunit à PARIS. Le 12 juillet MITTERRAND annonce son coup d'épée dans l'eau: le référendum suite au retrait de la loi SAVARY. Le 17 juillet SAVARY se retire, enfin, et le 19 CHEVENEMENT revient. Puis le 27 c'est la nouvelle proposition, celle que l'on attendait en mai 81 pour une solution désirée rapide.

L'AVENEMENT D'UNE GRANDE GUEULE BOUCLEE !

Un « St JUST » qui déclare « j'aime l'école, vraiment, ça me botte »(1) avec un intérêt dépassant les querelles de clochers prend ses fonctions. Son discours est clair et attendu par tous: « la seule querelle scolaire qui vaille est celle de la qualité »(1). Ce qu'il veut d'un point de vue général est satisfaisant: « le développement de l'enseignement

dans la petite enfance, l'allongement du tronc commun, la suppression des ségrégations internes, le recyclage des maîtres »(2). Il désire « atteindre un haut niveau de qualification des jeunes français »(3) en cultivant notre « richesse nationale : l'intelligence ». Mais pour cela et pour « forger une solide conscience nationale » il faut « faire passer de 16 à 20% du budget (niveau 77) la part de l'éducation nationale »(4).

Que reste-t-il du laïc de 79 qui écrivait: « la laïcité est une conquête permanente »(5) et qui déclare désormais: « l'heure est venue d'une synthèse constructive entre les héritiers du rationalisme laïque et les tendances spontanéistes qui se sont développées depuis 68 »(4); il faudra couper sérieusement le vin pour « rassembler le pays. Et(...) le faire sur des objectifs d'intérêt national ».

LES DISPOSITIONS D'UN CHEVENEMENT-BERNARD-L'HERMITE (6)

Il définit quatre grandes priorités: la formation des maîtres, l'éducation permanente, réhabiliter la culture technique et une école primaire lieu de l'apprentissage des « savoirs fondamentaux ».

Quant aux projets de loi qui seront déposés lors de la prochaine session parlementaire intégrés dans les lois de finances et de décentralisation; ils signent l'acte de décès de l'unification laïque du système français.

« L'instauration de crédits limitatifs rend la politique gouvernementale soucieuse de l'équité financière des deux systèmes d'éducation. »

«L'abrogation de deux des articles de la loi GUERMEUR était nécessaire et justifiée :

-Le premier faisant obligation aux maîtres du privé sous contrat de respecter le «caractère propre» de l'établissement, l'établissement; bien que la loi DEBRE, moins explicite, contient aussi la même exigence (que de problèmes de conscience !).

-De plus cet article renforçait le pouvoir du chef d'établissement qui seul décidait de l'intégration d'un maître, avec la loi DEBRE il ne donnera que son «accord» après concertation avec le recteur.

-L'article 4 traitait sans dire à qui elle incombait de la prise en charge des dépenses de fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association.

Pour la création d'établissement publics «il est bon que la carte scolaire s'applique à tout le monde»(7).

«L'instauration d'un accord préalable est retenu avec les communes pour le contrat d'association. Cependant en cas de refus rien n'est prévu; même si pour les échéances électorales seul l'Etat pourra résilier un contrat existant. Grâce à une nouvelle disposition les communes pourront s'acquitter de leurs obligations en nature ou en fourniture...).

«Le maintien des contrats simples concernant deux écoles primaires catholiques sur trois, donnera de l'oxygène à l'enseignement primaire privé; la loi DEBRE l'avait institué pour une durée de neuf ans et la loi POMPIDOU de 71 assura sa pérennité, la gauche s'était proposée de le supprimer.

«Les élus des collectivités territoriales auront un droit de regard sur le vote du budget des établissements qu'elles subventionnent.

«Deux des points ont disparu: l'établissement d'intérêt public et la titularisation des maîtres.

Donc l'analyse de ces dispositions prouve qu'on s'oriente vers un certain retour à la loi DEBRE du 31 décembre 1959, DEBRE avec qui CHEVENEMENT entretient des «relations cordiales».

LE RETOUR DE DEBRE

Le revoilà avec son idée du «service public pluraliste» dans lequel l'Etat n'a que la «responsabilité globale de l'enseignement alors que les établissements gardent «leur liberté de gestion, leur caractère propre» mais ils ont des «obligations précises avec un contrat d'association» et «plus sommaires avec un contrat simple»(7). Cela nous valut un calme parfait de 60 à 81. Durant cette période la concurrence, que DEBRE juge bonne, n'a pas empêché un rapprochement dans les esprits et dans les programmes. Son analyse de la tragédie que nous avons connue repose sur «la méconnaissance par l'Etat et par les responsables de la dégradation de l'enseignement public».

Sa loi prévoyait l'intégration de maîtres du privé dans le public, ce qui constitue à son avis «une source de progrès et de liberté», alors que «la titularisation était conçue comme une étape décisive vers le monopole....N'était-ce pas si mal jugé? Mais venant d'un homme de droite c'était fatalement louche! Ha! ces partis...

Les réactions à ce projet, qui n'est pas une réforme, cela ne cadrerait pas avec notre ministre: «je n'aime pas les réformes».

J'aime les créations. Quand quelque chose ne va pas, il est bien rare qu'on arrive à redresser. Et si on redresse, ce n'est pas une réforme»!!), sont bonnes. Les laïques par M. POMMATAU, secrétaire Gal de la F.E.N et Pdt du C.N.A.L laissait entrevoir leur adhésion: «si un équilibre était trouvé, nous pourrions comprendre les raisons du gouvernement de limiter la portée du texte»(9), mais déjà ils semblent partiellement d'apaisement qui s'est manifesté dans la FRANCE est enterré devant les promesses gouvernementales de ne pas ressusciter le programme de la gauche»(10).

Cependant le 3 octobre manifesteront de concert la F.E.N et la C.G.T qui précise «nous souhaitons que le 3 octobre ne soit pas une fin en soi»(11). Vraiment acharnés ils ne se rendent pas compte qu'on en a assez, qu'ils «ferment leur gueule» et fassent eux aussi du bon boulot à leur poste...

Quant au chanoine GUIBERTEAU d'une part il déclare en avoir «par dessus la tête des projets(8) et d'une autre il s'offusque du manque de concertation autour de ces dispositions. De son côté P. DANIEL hausse le ton il veut un décret pour lier l'accord des chefs d'établissements, la garantie de l'emploi des maîtres et de leur nomination par les recteurs. D'ailleurs pour la nomination des maîtres il veut que «l'avis des commissions d'emploi, interne à l'enseignement soit pris en considération»(8).

LES VRAIS PROBLEMES

Nous préférierions qu'on se soucie plus des événements phares de cette rentrée: l'adaptation de l'école est indispensable même s'il faut «reconstruire l'école (ce qui est) sans doute l'un des

défis de la prochaine période historique»(8), et espérons que le couplage des lycées et des entreprises se fera avec une refonte du programme en conséquence, sans quoi les élèves n'en verront pas l'utilité. Et pas seulement du programme, mais aussi la manière de le présenter, à cet egard nous sommes assez

cycle de la loi sur l'enseignement supérieur car l'Université doit être un «lieu stratégique pour la modernisation»(1)(nous en reparlerons n'ayez crainte!).

Quels débouchés à la sortie du carcan lycéen ou universitaire nous offre-t-on?

Vouloir refaire une formation aux profs, soit, mais concrète-

ET NOUS M'ENFIN !

Et oui, cela ne vous a pas surpris que dans les média on n'ait jamais demandé l'opinion de jeunes lycéens, voir d'étudiants qui sont plus à même de juger l'enseignement qu'on leur a prodigué il y a seulement quelques années que des politiciens qui l'ont subi il y a des dizaines d'années? En effet peut me chaut de savoir si mon prof aspire ou refuse la titularisation, ce qui me préoccupe c'est que l'enseignement qu'on me dispense me serve à quelque chose quand j'aborde l'université, que la discipline de travail soit comparable à celle que je vais connaître dans le supérieur. De plus je souhaiterais que certaines valeurs, pas ringardes évidemment, soient préservées. N'est-ce pas le discours à tenir?

Et finalement que les politiciens sachent que nous ne sommes pas dupes de leur jeu, à savoir que toute cette mascarade ne fut orchestrée que dans le but de se compter, de remobiliser les forces, que tous les manifestants ont été manipulés par les partis mais qu'il s'en sont accommodés faut de mieux..., que nous n'accepton aucun condominium de la droite et de la gauche sur des sujets qui nous concernent et qui sont d'intérêt national.

Franck LAFONT



dubitatif quand CHEVENE-MENT nous dit «le cours magistral est nécessaire»(13), le mythe soixante-huitard serait-il en perdition?, de même pour la «formation des meilleurs» il déclare: «l'elitisme républicain est une exigence démocratique»! que de contradictions internes dans une telle phraséologie.

Mais surtout la rentrée universitaire verra une première: la mise en application dans le premier

ment comment?(cf R.U nous vous préparons une enquête géniale, vous nous connaissez!...).

(9)MONDE 28 JUILLET 84
(10)MONDE 20 SEPTEMBRE 84
(11)HUMANITE 20 SEPTEMBRE 84
(12)QUOTIDIEN DE PARIS SEPTEMBRE 84
(13)FACE AU PUBLIC FRANCE INTER 24 SEPTEMBRE 84.

(1) MONDE 31 JUILLET 84
(2)CLES POUR LE SOCIALISME 1973
(3) FIG MAG MARS 83
(4) CONF PRESSE 26 JUIN 84
(5) REVUE ECOLE ET SOCIALISME
(6) POINT 10-16 SEPTEMBRE 84
(7) MONDE 4 SEPTEMBRE 84
(8)18 MAI 82



AU LYCEE

ITTT

LUILE

POUR TES

LIBERTÉS



la nouvelle action royaliste

17, rue des petits-champs

75001 paris

(1) 297.42.57

HEURS ET MALHEURS DE LA RENTRÉE

. La rentrée scolaire.

Elle s'est déroulée cette année avec peu d'innovation et encore moins de changements essentiels.

De nouvelles disciplines.

Il faut cependant noter la percée des arts et de la musique qui entrent difficilement mais progressivement dans les lycées. On peut citer à ce sujet quelques chiffres : quatre heures d'enseignement facultatif des arts plastiques et/ou de la musique dans vingt lycées, deux heures des mêmes matières facultatives dans cinquante autres lycées. L'enseignement du cinéma et de l'audiovisuel fait son apparition dans quatorze établissements. On peut s'initier au théâtre et à l'expression dramatique dans vingt cinq lycées. Pour terminer cette liste qui, je l'espère, ne peut aller qu'en s'accroissant, signalons l'ouverture de trois sections F12 supplémentaires (section arts appliqués).

Le lycée; c'est combien?

Grande première dans le coût de la rentrée : il n'a subi, selon la Confédération syndicale des familles, qu'une hausse de 7,8% depuis la rentrée de l'année dernière, ce qui ne s'était jamais vu depuis douze ans ! Quelques regrets cependant : comme toujours, plus on s'achemine vers les classes supérieures, plus l'élève coûte cher à la famille. On

trouve des inégalités suivant les sections (les sections techniques, qui nécessitent un matériel spécifique coûtant le plus cher en achat de fourniture); les transports scolaires sont encore trop souvent mal adaptés (circuits trop longs en particulier). Tout cela peut conduire certaines familles à dépenser jusqu'à

à 50% de leurs ressources mensuelles pour la rentrée. D'autant plus que le piège de la gadgétisation incite à acheter des articles superflus ou bien trop chers pour l'utilisation qu'on en fera. Sait-on d'ailleurs, à ce sujet, qu'on ne peut obliger à acheter des articles par lot? Vous pouvez le plus légalement du monde demander à acheter un stylo d'un lot de quatre (attention tuyau!).

Et les prépas?

Quant aux classes préparatoires qui ont aussi effectué leur rentrée, on y constate un élargissement du recrutement. Ainsi, l'accès aux classes de lettres supérieures qui préparent le concours S (sciences humaines) des écoles nationales supérieures est désormais plus facile pour les bacheliers A1 et B. De même, les HEC, réservées aux bacs B ou D s'ouvrent aux A1 (mais ça reste dur!) et les classes de bio-maths supérieures dont le programme vient d'être modifié recrutent plus facilement dans les sections D.

. La rentrée universitaire.

Dans les universités, la rentrée n'a pas encore eu lieu partout, mais les préparatifs n'ont rien à envier aux années précédentes.

On sait déjà qu'en fac de géographie, on aura des amphithéâtres de 75 places pour accueillir une centaine d'étudiants. De même, le manque de profs se fera sentir (toujours à cause des crédits insuffisants).

La course aux inscriptions.

Mais ce qui préoccupe le plus les étudiants en ce moment, ce sont les inscriptions, dont les formalités - surtout en région parisienne - sont de moins en moins commodées à accomplir. Il suffit d'aller à Jussieu pour voir les files d'attente qui s'allongent et peuvent durer jusqu'à trois heures (ce n'est même qu'une simple moyenne!). Par exemple, toujours à Jussieu, deux guichets seulement sont en service pour à la fois donner des renseignements, distribuer des dossiers et s'occuper des inscriptions; tout ça pour la première et la deuxième année du DEUG Sm (sciences de la matière) et SNV (sciences naturelles). Encore heureux si, une fois votre tour arrivé, la secrétaire ne vous signale pas qu'il vous manque tel document; et c'est reparti pour un tour!

Le comble est atteint lorsqu'on vous fait remarquer que vous avez fait la queue au mauvais bureau (peut-être devrait-on affecter Bison Futé au balisage des couloirs et guichets administratifs...). Et lorsqu'enfin vous revenez tout heureux en brandissant votre dossier complet : ah, mais pour s'inscrire en deuxième année, il faut aller directement à la fac X, vous auriez dû nous le dire depuis le début.

Alors un bon conseil : lors des inscriptions, amenez avec vous un attaché-case avec tous les documents que vous pourrez trouver, cela vous évitera de mauvaises surprises.

. Bonjour les transferts!

Quant aux malheureux qui veulent effectuer des transferts de ville à ville, qu'ils s'arment de patience. Entre la complexité des démarches à accomplir et le peu d'élus, ils auront de la chance s'ils savent 3 semaines avant la rentrée si leur dossier est accepté. Un cas parmi tant d'autres: les demandes doivent être faites avant le 10 juillet, or les résultats des examens ne sont donnés que le 12! La solution : avoir du piston...

Un autre problème se pose lorsqu'un ancien étudiant, maintenant salarié veut reprendre la fac après la licence. Le nombre de place étant limité, on demande aux candidats leurs motivations, comme si tout le monde n'avait pas le droit de poursuivre ses études...

On le voit donc, comme à chaque rentrée, des problèmes de forme se posent (et encore, je n'ai pas parlé du logement, de la nourriture, des bourses...). Des solutions sont proposées, comme l'informatisation des formalités à la fac ou une meilleure distribution des bourses ou des allocations de rentrée au lycées. Il ne reste plus qu'à espérer que le nouveau ministre de l'éducation nationale sera, en plus des problèmes de fond de l'enseignement en France, prendre des mesures, sur ces problèmes matériels de rentrée.

Philippe LAMARQUE

NOS VOISINS ITALIENS

Le mouvement royaliste italien a connu une petite révolution lorsque, à la fin de l'année dernière, les représentants de la tendance radicale quittèrent l'Union Monarchiste Italienne (UMI) enlisée dans un discours conservateur pour reconstituer le Parti Monarchique (PMN). Depuis, le PMN voit son audience s'accroître régulièrement et un groupe étudiant autonome s'est

mais nous constituons une entité particulière à l'intérieur du PMN. Nous aurons bientôt notre propre revue, un peu comme

Royaliste-Université.

R: Quels sont les thèmes directeurs de votre action?

SC: Nous évoluons autour d'un discours de propositions : humanisation



constitué au sein du parti. Nous avons demandé à Silvia Calandrelli de nous en dire plus sur ce groupe qu'elle dirige.

R: Peux-tu nous expliquer ce qu'est «Italia-nuova Università»? SC: Notre groupe s'appelle «Italia-nuova» par référence au jour-

nal que conduisait le célèbre monarchiste Enzo Selvaggi dans l'immédiat après-guerre. Nous avons repris le titre du journal,

de l'université, amélioration des structures; mais aussi d'un débat idéologique : nous voulons briser les liens de la fac avec la partitocratie. L'Italie traverse actuellement une période de crise. Nous allons donc repenser l'autonomie de la culture. L'université doit redevenir un lieu à dimension humaine et non plus une machine bureaucratique et politicienne. Bien sûr, nous serons heureux de réouvrir le débat avec les autres forces politiques

présentes qui le désireront, qu'elles soient de droite ou de gauche. La participation à ces élections est un autre des buts, mais notre objectif final est constitué par la volonté d'engager une discussion thématique authentique autour de trois mots d'ordre : Engagement-Disponibilité-Réflexion.

- un engagement culturel et politique
- une disponibilité envers les autres forces politiques
- une réflexion et un approfondissement des grandes thématiques.

R: Tu évoquais l'engagement politique, mais il y a, en France, une véritable crise de l'engagement...

SC: Mais ceci est aussi vrai en Italie. Nous voulons réhabiliter cette notion car une masse d'étudiants ne se sentent plus concernés. Il est nécessaire de responsabiliser les individus afin qu'ils ne se sentent pas des consommateurs passifs.

R: Qu'en est-il de la situation politique dans l'université italienne?

SC: Tout d'abord, ce qui est très important, c'est que nous ne voyons plus aujourd'hui d'actions violentes terroristes.

Pour ce qui est de l'équilibre des forces, je dirais que la gauche, qui est prépondérante, essaie de s'introduire encore plus profondément au sein du système éducatif alors qu'il y a une masse d'étudiants désabusés, n'ayant plus aucune réceptivité à quelque discours que ce soit. Quant à la droite, son influence est très réduite et pratiquement limitée aux seules élections (FIAN, Fronte Universitario...)

Au delà de ces clivages traditionnels, les « catholiques populaires » tentent de revenir l'intérêt des

étudiants mais en ne se préoccupant que des structures (ex : cantines, bibliothèque...). Ils sont relativement puissants (leur impact égale celui de la gauche) mais restent sans idéologie. Leur appellation « catholiques populaires » est contestable car elle tend à mettre en ghetto les catholiques qui, d'ailleurs, sont présents dans d'autres formations, y compris chez nous.

En fait, aujourd'hui, PS et PC se partagent la direction des affaires. La présence des partis est très lourde pour l'université; tous les postes sont répartis selon de subtils équilibres partisans et non en fonction de la qualification et des mérites du postulant.

R: Comment êtes-vous reçus par les étudiants et quels sont vos moyens d'action?

SC: Certains étudiants manifestent de l'intérêt pour notre discours

mais la plupart refusent même la simple perspective d'un dialogue.

Nos moyens d'action sont variés: au premier plan le journal, mais aussi l'organisation des débats, la récolte de signatures, les distributions de tracts. Nous désirons nous confronter et dialoguer avec les autres organisations afin qu'elles abandonnent leurs positions dogmatiques. Nous comptons nous présenter aux élections universitaires en avril 1985.

R: En tant que femme, as-tu des problèmes pour militer?

SC: Oui! A l'intérieur même de « Italia-Nuova Università » et à l'ex-

térieur, d'abord en tant que royaliste, puis en tant que femme!

Il est vrai que les femmes sont extrêmement minoritaires dans toute la structure partitocratique italienne...

HUMEUR VISQUEUSE

L'UN CHANTE,
L'AUTRE PAS

LE PHENIX ET
LE KAMIKAZE

Vous souvenez-vous, c'était en mai 81. Notre président devenu « libéral avancé » faisait ses adieux « à la France » et quittait notre petit écran en laissant sa chaise vide. Ce geste théâtral en faisait la risée des chroniqueurs satyriques.

Je trouve que l'on s'est trop vite moqué, car cet homme se révélait enfin humain. Il faisait taire les mauvaises langues en montrant que ce ridicule qu'il avait affectionné tout au long de son septennat n'était pas feint,

mais au contraire bien réel, profondément ancré dans cette grande âme dégarnie sur le dessus.

Honte à nous qui avons osé taxer l'accordéon, les dîners avec les éboueurs, la petite pendule pendant les causeries, les références énamourées à son Anne-Aymone chérie, de subtiles manœuvres psychologiques. Sous le Machiavel, nous refusâmes de reconnaître le grotesque et le risible que nous appelions de nos vœux.

A peine reconnaissons nous nos erreurs que cet humble nouveau noble s'effaçait déjà. Dieu soit loué, la traversée du désert fut courte. Tel le phénix susmentionné, notre bien-aimé chasseur renaissait de ses cendres encore tièdes. Nous retrouvâmes enfin cette glorieuse intelligence lors-

qu'il s'exclama avec ferveur «je suis un déçu du socialisme». Soit dit en passant, cette phrase simple démontra sa capacité d'analyse et de recul. Il avait réfléchi et jugé; en toute générosité il nous livrait la quintessence de ses profondes pensées.

Et le revoici tout fringant, en manche de chemise et bretelle comme aux plus beaux jours de son début de règne.

Il suffit d'avoir «géré» l'Auvergne pour savoir gérer la France dit-il; ce qui montre que ses idées sont restées claires et simples. «Il faut redémarrer la France» ajoute-t-il, ce qui prouve que son français est resté d'une pureté et d'une délicatesse infinie.

Comment ne pas comprendre ces jeunes gens impeccables qui l'entourent, et qui, entre deux tasses de thé, attendent tout frémissants les fulgurances de ce grand timonier éternellement nouveau.

De toute façon, je trouve fâcheuse cette habitude qu'ont les Français d'écorner systématiquement l'image de leurs hommes politiques. Ainsi ce M. Pierre Mauroy; ex-grand premier ministre. Combien de quolibets, moqueries, critiques et propos acerbes n'a-t-il pas dû supporter ? Et pourtant, la joie rayonnante de cet homme au lendemain du 10 mai (Bernard) faisait plaisir à voir.

Enfin il pouvait dénoncer la «France des châtelains», ceux qui ne témoignaient pas d'affection particulière pour ses grandes envolées lyriques à la Jaurès.

Enfin, il pouvait parler, clamer, déclamer tout son saoul. On l'avait frustré de palabres et de circonlocutions; il se libérait, s'affranchissait.

Cette jouissance intérieure a dû en aigrir beaucoup. Aussi les surnoms ont-ils fusés : l'intellectuel des comices, l'obèse des

prix, le oiseux débile, le vain du nord, etc. Cet homme sensible en fut touché. Malgré cela, il continua d'accomplir les tâches kamikazes que lui confiait le président : assurer sans rire que tous les clignotants étaient au vert, exhorter à l'espoir un peuple de gauche déliquescant, savoir se taire parfois.

Pourtant la meilleure volonté a ses limites. Et, en dépit des supplices de ses collègues et alliés, il préféra se retirer pour méditer et refaire le plein de salive.

Qu'on se rassure, il a tout de même gardé à son service une pléiade de collaborateurs chargés de préparer ce grand retour que nous attendons tous. On ne peut que se réjouir de voir, pour une fois, les fonds secrets utilisés à bon escient.

Dans l'ensemble, je trouve tout cela plutôt réconfortant. Pas vous ?

L.G.

Pour répondre au questionnaire arrachez toute la page

QUESTIONNAIRE DE RENTRÉE

à retourner au Collectif des Jeunes Royalistes, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Si vous ne voulez pas déchirer votre journal, faites une photocopie ou demandez-nous un questionnaire séparé.

NOM : Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Université ou établissement fréquenté en 83/84

Niveau d'études, (éventuellement U.E.R.) :

Comment vous définissez-vous par rapport à la NAR :

ADHÉRENT

MILITANT ou PROPAGANDISTE mais non adhérent

SYMPATHISANT

CURIEUX

INDIFFÉRENT

HOSTILE

(encadrez la formule choisie)

Etes-vous sympathisant ou adhérent d'une autre organisation politique ? Laquelle ? :

Etes-vous adhérent à un syndicat ? Lequel ?

ABONNEMENTS

Je désire m'abonner à

- ☐ ROYALISTE bi-mensuel (un an 165 F)
- ☐ Royaliste-Université (15 F pour 5 numéros - nouvelle formule -, lycéens et étudiants)
30 F pour autres catégories)
- ☐ Le Lys Rouge (un an 30 F)

et verse pour cela F à l'ordre de Royaliste

RÉUNIONS - INFORMATIONS

- Je | désire être invité(e) aux réunions de la NAR dans ma région
 | ne désire pas
- Je | désire être tenu(e) au courant des activités de la NAR
 | ne désire pas

AIDE ACTIVE

- Je | veux aider la NAR
 | ne veux pas

- ☐ participer à la rédaction de « Royaliste-U »
- ☐ organiser une action militante dans ma faculté
- ☐ distribuer le tract national sur le service militaire (combien de tracts estimez-vous pouvoir distribuer ?)
- ☐ distribuer le tract national pour les lycéens (combien ?)
- ☐ faire un affichage dans ma fac ou dans mon lycée

☐ Avez-vous une expérience quelconque dans la rédaction ou l'édition d'un bulletin local, étudiant, ou lycéen ? (Précisez :)

- Quels journaux lisez-vous régulièrement ?

- Connaissez-vous des royalistes dans votre lycée ou votre fac ? dans votre région ? habitant ailleurs ?

(merci de nous donner leurs noms et adresses afin que nous prenions contact avec eux, s'il ne s'agit pas déjà d'adhérents de la NAR)

- Avez-vous des amis qui accepteraient de recevoir « Royaliste » ou « Royaliste-U » pour un abonnement d'essai ? (Nom et adresse ?)